

Royaume-Uni : la renationalisation du rail votée au Parlement après les «performances inacceptables» du secteur privé

LIBERATION, AFP

La loi pour faire revenir les opérateurs privés dans le giron public a reçu mercredi soir le feu vert de la chambre des Lords. Les deux tiers des Britanniques soutiennent le projet de renationalisation, après des années de mauvaises performances du secteur ferroviaire.

Un clin d'œil du calendrier à [la grève à la SNCF ce jeudi 21 ;novembre contre «la privatisation à basse intensité»](#) . La loi pour renationaliser progressivement le rail au Royaume-Uni, où la plupart des compagnies ferroviaires ont été privatisées depuis trois décennies, a été approuvée par le Parlement britannique. Cette loi, promesse de longue date du parti travailliste, a reçu mercredi 20 ;novembre dans la soirée le feu vert de la chambre des Lords, la chambre haute du Parlement britannique, après un vote rejetant à une courte majorité un amendement de l'opposition conservatrice. Elle doit encore être promulguée par le roi.

La réforme fera passer [les opérateurs privés dans le giron public](#) à l'expiration de leurs contrats – ou plus tôt en cas de mauvaise gestion – et les regroupera dans un organisme nommé «Great British Railways». Cela permettra, selon le gouvernement, d'éviter de payer des compensations aux exploitants actuels, dont les différents contrats expireront d'ici 2027.

Retards et billets trop chers

Les travaillistes avaient pointé, peu après l'élection [du Premier ministre Keir Starmer](#) le 4 ;juillet après quatorze années de gouvernements conservateurs, «*des années de performances mauvaises et inacceptables*» dans le secteur ferroviaire. Les deux tiers des Britanniques soutiennent le projet de renationalisation. Selon un sondage Yougov début septembre, 77 ;% jugent les billets trop chers et 51 ;% se plaignent des retards – mais 50 ;% apprécient la qualité des trains et 64 ;% sont satisfaits de la gamme de destinations.

La privatisation des opérateurs ferroviaires avait eu lieu au milieu des années ;1990 [sous le Premier ministre conservateur John Major](#) . Mais le réseau ferré est depuis revenu dans le giron public, géré par la société Network Rail. Quatre opérateurs sur quatorze en Angleterre étaient déjà revenus sous contrôle public ces dernières années en raison de leurs mauvaises performances. Mais l'idée était, jusqu'ici, de les gérer temporairement avant un retour au secteur privé.

Les opérateurs principaux en Ecosse et au Pays de Galles sont eux aussi redevenus publics récemment. Le syndicat ferroviaire TSSA a salué «*un moment historique qui ouvre la voie au retour de nos chemins de fer dans le giron public, là où ils appartiennent, en tant que service vital*». Le rail britannique a connu une vague de grèves ces dernières années sous la pression de la crise du pouvoir d'achat provoquée par l'inflation.

